

# Les Vingt-huit flirtent avec les pays des Balkans mais ne concrétisent pas

- A Sofia, les Vingt-huit ont promis aux pays des Balkans une “perspective européenne”.
- Les Etats membres ont cependant évité de se prononcer sur un calendrier de l’élargissement.
- Les profonds différends entre l’Union et les Etats-Unis se sont imposés à l’agenda du sommet.

## À Savoir

**L’Union européenne lance, ce vendredi, un processus de blocage des sanctions américaines** qui pourraient viser les entreprises européennes commerçant avec Téhéran, à la suite du retrait de Washington de l’accord nucléaire iranien. Concocté en 1996 pour contourner l’embargo sur Cuba, cet instrument sera adapté pour protéger juridiquement les investisseurs européens d’éventuelles pénalités exigées par les Etats-Unis.

**Le rôle de la Banque européenne d’investissement** pourrait aussi être élargi pour garantir une partie des échanges avec la République islamique. Le Premier ministre belge Charles Michel a plaidé pour coordonner les assureurs-crédits publics européens à l’exportation, tels que celui belge Credendo. L’Europe “ne peut tolérer le jeu de maître chanteur” du président américain Donald Trump, a déclaré M. Michel. **M.U.**

Maria Udrescu  
Envoyée spéciale à Sofia

Comment aiguïser l’appétit européen des Balkans, sans faire de promesses précises quant à leur adhésion à l’Union? Tel était le défi du sommet européen dédié (théoriquement) à la région, organisé ce jeudi à Sofia. “L’UE réaffirme son soutien non équivoque pour la perspective européenne des Balkans de l’Ouest”, peut-on donc lire dans la déclaration adoptée par les chefs d’Etat et de gouvernement des Vingt-huit, et par ceux de la Macédoine, de la Serbie, du Monténégro, de l’Albanie, de la Bosnie-Herzégovine et du Kosovo.

Sous l’impulsion de la Bulgarie, qui assure la présidence semestrielle de l’UE, cette rencontre devait vendre l’enthousiasme européen à l’égard de la région, condamnée à patienter dans la salle d’attente de l’UE et courtisée par la Russie, la Turquie et la Chine. “Ce sommet est peut-être un acte symbolique,

*mais il peut à nouveau susciter un peu plus de dynamisme*”, a plaidé le chancelier autrichien Sebastian Kurz.

#### Trump en vedette américaine

A vrai dire, à Sofia, les Vingt-huit avaient un peu la tête ailleurs. Mercredi soir, les leaders européens ont discuté des décisions prises par le président américain Donald Trump – le retrait de l'accord sur le nucléaire iranien, la menace de taxer les importations d'acier européen – qui endommagent le lien transatlantique. L'Américain a, en quelque sorte, volé la vedette aux pays des Balkans. Cela faisait pourtant plus de quinze ans qu'un sommet européen n'avait plus été consacré à ces derniers. Ils pourront se consoler avec l'idée que le prochain sera organisé en Croatie dès 2020.

De plus, il y a quelques mois encore, mettre les Vingt-huit et les pays des Balkans autour d'une même table, pour émettre une déclaration commune, semblait presque impossible. *“Le format du sommet était en lui-même un défi”*, explique un insider des préparations. L'Espagne, la Grèce, Chypre, la

Roumanie et la Slovaquie, qui n'ont pas reconnu l'indépendance du Kosovo, refusaient d'y participer ou de parler d'élargissement en présence de ce qu'ils considèrent comme une région séparatiste de la Serbie. Madrid n'était d'ailleurs représenté que par un diplomate, et non par le Premier ministre espagnol Rajoy. Impossible toutefois de ne pas convier le Kosovo, sans que l'UE perde la face en tant que médiateur entre Pristina et Belgrade.

Les conclusions de ce jeudi se limitent donc à des projets consensuels, tels que le renforcement de la connectivité entre les pays de la région et avec l'UE à travers la consolidation des infrastructures digitales et de transport. Motus et bouche cousue sur une possible adhésion. *“L'agenda de la connectivité n'est ni une alternative ni un substitut à l'élargissement”*, assuré le président du Conseil européen Donald Tusk, se gardant toutefois d'offrir quelque indication temporelle aux pays des Balkans.

Ce sommet aura prouvé que les Etats membres ne sont pas pressés d'élargir leur club – qui est au contraire sur le

*“l'élargissement pour qu'ils disent non”*, à la proposition de la Commission, explique un diplomate européen. Et d'ajouter : *“Il revient aux leaders des pays des Balkans de provoquer les réactions positives de l'UE.”*

point de se rétrécir, avec le départ prochain du Royaume-Uni. *“Ces quinze dernières années ont montré un chemin qui a affaibli l'Europe en pensant à chaque fois l'élargir”*, a déclaré le président français Emmanuel Macron, qui exige une réforme de l'UE avant d'accueillir de nouveaux membres. Le Premier ministre belge Charles Michel a, lui, plaidé pour apaiser les tensions dans cette région *“aux portes de l'UE, afin d'avoir dans notre voisinage des pays stables et prévisibles”*. Certes, *“la perspective européenne reste le choix géostratégique des Balkans”*, a observé Donald Tusk. Mais les Etats membres ne pourront plus tourner longtemps autour du pot s'ils veulent continuer à faire miroiter la perspective d'une adhésion à cette région stratégique et y contrer l'influence russe.

#### Accord en vue entre Skopje et Athènes

La Commission ne le sait que trop bien, raison pour laquelle elle a réinscrit les Balkans à l'agenda européen et a proposé d'ouvrir les négociations d'adhésion avec l'Albanie et la Macédoine, en avril dernier.

*“L'élargissement n'était pas le sujet de ce sommet, mais il le sera en juin”*, lorsque les Vingt-huit se prononceront sur le sort de Tirana et de Skopje, a mis en garde un diplomate européen. Aussi l'Ancienne république yougoslave de Macédoine (de son nom officiel) a-t-elle entamé une course contre la montre pour résoudre un différend vieux de 27 ans avec la Grèce, qui fait obstacle à son progrès sur le chemin européen. Athènes refuse que sa voisine utilise tel que le nom de Macédoine, jugé *“historiquement grec”*, mais accepterait une formulation de type *“Haute-Macédoine”*, à condition que Skopje modifie sa Constitution en ce sens.

Une rencontre bilatérale entre le Premier ministre grec Alexis Tsipras et son homologue macédonien Zoran Zaev a eu lieu à Sofia. *“Nous avons examiné différentes options. L'une d'elles est une solution acceptable pour les deux pays”*, a annoncé M. Zaev, prédisant un accord pour juin, après des consultations nationales. *“Je ne suis pas encore en position de parler d'accord”*, a tempéré M. Tsipras.

*“Ce n'est pas encore un happy end. Mais une solution peut être la clé pour ouvrir les négociations d'adhésion. La pression serait alors trop grande sur les Etats réticents à*

En tout cas, plus la région écartera progressivement les obstacles qui l'empêchent de rejoindre le club européen, plus les Etats membres devront faire preuve de créativité diplomatique pour (ne pas) parler d'élargissement.

# “A court terme, l’Union européenne ne s’intéresse qu’à la stabilité de la région”

Entretien Maria Udrescu

**L**oïc Trégourès, spécialiste des Balkans et enseignant à l’Institut catholique de Paris, observe que la région reste “*sous les radars européens tant qu’il n’y a pas de gros problèmes*”. “*L’Europe doit faire face à des crises nettement plus prégnantes*”, rappelle-t-il, mais elle “*essaie néanmoins de maintenir vivant le processus*” de rapprochement avec les Balkans. “*C’est comme le vélo, si on arrête de pédaler, on finit par tomber.*”

**L’UE estime que les pays des Balkans n’ont pas fait toutes les réformes nécessaires à l’adhésion. Ces Etats se disent découragés de voir que l’UE n’a plus le goût à l’élargissement. Où commence ce cercle vicieux ?**

Plus les pays candidats se rapprochent de l’UE, plus les opinions deviennent eurosceptiques. La double fatigue de l’élargissement – celle des Etats membres et des Balkans – est évidente. Les principaux avocats de l’élargissement – la Bulgarie, la Hongrie, etc. –, sont des pays qui, pour diverses raisons, ne sont pas recommandables. Leur soutien ne rend pas service aux pays des Balkans.

Du côté des Balkans, il y a des politiciens, comme le Premier ministre monténégrin Milo Djukanovic ou son homologue serbe Vucic, qui sont là depuis les années 90 et ont éventuellement retourné leur veste pour adopter un discours européen, mais sans changer leur pratique politique. Il faut se garder de croire que leur intérêt est d’intégrer l’UE le plus vite possible. La perspective européenne leur permet d’être les interlocuteurs privilégiés de Bruxelles, de se présenter comme les garants de la stabilité régionale et cela leur donne un blanc-seing en interne.

**Certains Etats membres défient ces mêmes valeurs que les pays candidats sont censés atteindre. L’UE est-elle encore crédible pour encourager les réformes dans les Balkans ?**

Cela pose même un autre problème. Certains Etats membres pourront dire: “Regardez déjà la Hongrie, on ne va pas en plus accueillir la Serbie.” C’est la double peine des pays des Balkans. Le Parti populaire européen – famille politique du Fidesz, au pouvoir en Hongrie – se garde de critiquer le Premier ministre hongrois Viktor Orban ou son homologue bulgare Boïko Borissov pour des raisons politiques cyniques et indécentes. On ne peut pas ensuite faire la leçon aux pays candidats sur l’état de droit. Au final, les capitales européennes ne font même plus la leçon parce que ce qui les intéresse à court

terme, c'est la stabilité dans la région. La dégradation des conditions démocratiques dans les Balkans depuis dix ans ne s'est pas faite en dépit du processus d'intégration européenne, mais à cause de celui-ci. J'entends par là le fait que l'UE, en endossant des politiciens forts soi-disant pro-européens, a trahi les vrais libéraux de la région.

**Cette région risque-t-elle, en l'absence d'une perspective européenne, de se tourner vers la Russie?**

Il faut garder à l'esprit que la Russie n'a pas de plan en matière de développement à moyen terme pour cette région. C'est l'UE ou rien. Ce qui ne veut pas dire que c'est l'UE ou la guerre – même si les leaders régionaux jouent là-dessus. Cet argument porte chez ceux qui s'intéressent uniquement à la stabilité et les leaders locaux le savent. Ceux-ci provoquent donc parfois des crises qui sont suffisamment sérieuses pour attirer l'attention vers les Balkans, mais suffisamment sous contrôle pour se présenter comme celui qui a empêché un dérapage. C'est un jeu de pompier pyromane.

Ces formes de piquûres de rappel ne sont pas illégitimes. Le sommet de Sofia intervient quinze ans après celui de Thessalonique qui promettait une perspective européenne aux Balkans. Depuis, seule la Croatie a adhéré à l'UE et dans quel état... Comme disait Jacques Chirac, les promesses n'engagent que ceux qui les croient. Il n'empêche que cette promesse d'élargissement se doit d'être tenue.

## LES BALKANS OCCIDENTAUX

